



Rete dei Comunisti

BULLETIN INTERNATIONAL

==== Janvier 2023



Dans le premier bulletin international de 2023, en tant que Rete dei Comunisti, nous voulions laisser de l'espace surtout pour les luttes sociales, syndicales et de la jeunesse. Pour une fois, nous avons décidé de ne pas ouvrir avec un éditorial de notre cru, en nous concentrant comme toujours sur l'analyse des phases, les aspects analytiques et les tendances du moment que, au niveau mondial, continental et italien, nous vivons.

Au lieu de cela, nous avons laissé la place à l'introduction de l'interview de George Mavrikos, secrétaire général de la FSM de 2005 à 2022, précédemment publiée par le magazine en ligne rebellion.org. Le premier article de la nouvelle année est ensuite la présentation du pamphlet RdC sur le syndicalisme de classe, qui contient deux discours de membres éminents de l'Unione sindacale di Base et rend hommage au congrès que notre organisation syndicale vient de tenir avec succès, et bien sûr aussi au congrès syndical mondial qui s'est tenu à Rome l'été dernier.

Ensuite, nous ne pouvions pas manquer de rappeler la grève générale de début décembre, une étape fondamentale dans la lutte de classe que nous vivons en Italie, un moment de lutte qui a su élever la voix contre l'économie de guerre. " Baissez vos armes, augmentez vos salaires " est le slogan qui résonne dans toute l'Europe, dans le monde entier ; c'est un slogan historiquement important, à reprendre partout, à cultiver, à faire triompher.

Dans ce sens, il était important de présenter le point de vue de Cambiare Rotta, une des organisations militantes qui, ces derniers mois, a surtout fait campagne contre la catastrophe écologique, militaire et sociale de notre pays.

Pour conclure, il nous a semblé impossible de ne pas donner au moins une lecture politique générale des faits qui bouleversent le Pérou. Nous avons choisi notre premier communiqué, écrit une semaine après le coup d'État, car selon nous, c'est celui qui laisse le moins de place aux événements, aux faits de protestation et de répression, mais qui met en évidence les contradictions primaires qui ont conduit au 7 décembre 2022. Pour le meilleur de notre analyse du continent, nous nous référons à notre bulletin international de l'automne 2020, téléchargeable comme toujours sur notre site Internet, en particulier le document " Les Amériques entre le socialisme et la barbarie ".

Du bon côté de l'histoire

En tant que Rete dei Comunisti, nous avons traduit intégralement du castillan une longue interview de **George Mavrikos**, ancien Secrétaire général de la FSM de 2005 à 2022, réalisée par Luis Miguel Busto Mauleón pour le magazine en ligne ibérique rebellion.org.

L'interview a été publiée cet été en trois parties différentes dans le magazine Iberian, et nous l'avons donc publiée "en plusieurs fois" sur notre site Web du même nom. Il a ensuite été à son tour traduit en anglais par Maria Barouti et publié dans le magazine en ligne theoryandpractice.eu.

Cette interview de 21 questions retrace brièvement la vie du leader syndical mondial, qui est

né à Scyros - une petite île de la mer Égée - et a ensuite déménagé à Athènes, jouant un rôle clé dans l'histoire du mouvement syndical et révolutionnaire de son pays et dans la "renaissance" de la Fédération syndicale mondiale (FSM).

Outre la reconstitution historique des événements dont il a été l'un des protagonistes, l'entretien porte sur diverses questions politiques et syndicales en rapport avec l'époque actuelle, l'analyse du monde actuel et les tâches qui incombent au mouvement syndical et révolutionnaire.

Dans la brochure que nous avons décidé d'imprimer, nous avons maintenu la division en trois parties, reprenant les différents titres dérivés

des déclarations de Mavrikos, et la division chronologique et thématique en cinq parties, respectivement : "De Scyros à Athènes" ; "D'Athènes à la FSM" ; "De La Havane à Rome" ; "Rome, la fin" ; "La FSM au 21ème siècle".

Le travail de "reconstruction" réalisé au cours d'années très difficiles, qui a commencé avec le 13e Congrès de la FSM/WFTU à Damas en 1994 et la relance globale de cette expérience avec le 15e Congrès à La Havane en 2005, où l'USB a été "accueillie" en tant qu'observateur et où Mavrikos a été élu Secrétaire général après avoir occupé le poste de vice-secrétaire depuis le 14e Congrès à New Delhi en 2000, est particulièrement pertinent.

Nous avons fait précéder l'interview d'une contribution de Cinzia della Porta, de l'exécutif national de l'Unione Sindacale di Base, élu à l'unanimité au secrétariat de la FSM/WFTU lors du 18ème congrès de l'organisation syndicale mondiale qui s'est tenu cette année à Rome, et l'avons fait suivre de Guido Lutrario de l'exécutif national de l'USB - Federazione del Sociale.

L'article de Cinzia della Porta encadre l'activité internationaliste de l'USB et sa relation avec la FSM/WFTU, tandis que l'article de Guido Lutrario réfléchit "en rond" à la relation entre les communistes et l'organisation syndicale.

Nous pensons que cette brochure, qui peut être téléchargée gratuitement sous forme de livre électronique sur le site du Réseau des Communistes, est un outil indispensable pour l'éducation historique et le débat politique sur la fonction

du syndicalisme de classe, combatif et internationaliste, et sur les lignes directrices de la reconstruction du mouvement ouvrier au niveau mondial.

Cette initiative de publication s'inscrit dans la continuité du travail d'enquête, de réflexion théorique et de débat politique qui a été mené sur la "question syndicale" au cours de ces décennies par le Réseau communiste, une activité qui peut être retracée dans la collection de documents contenus dans une section spéciale du site Web du RdC, celle du front syndical.

Une activité qui a accompagné l'engagement concret à la première personne de toute l'organisation dans la construction d'une organisation syndicale confédérale organique à la FSM/WFTU qui est l'Unione Sindacale di Base.



Avec le peuple péruvien, contre l'oligarchie servante américaine!

Nous proposons le premier de plusieurs communiqués, celui du 13 décembre, sur la situation au Pérou après le coup d'État contre le Président Castillo.

Les mobilisations au Pérou, suite au coup d'état par lequel l'oligarchie péruvienne a déposé - ou tenté de déposer - le Président Pedro Castillo, ne montrent aucun signe d'apaisement.

Et si l'explosion sociale n'a pas semblé s'arrêter depuis le milieu de la semaine dernière, la répression a donné une accélération décisive aux événements, portant à huit le nombre de victimes des affrontements de rue - principalement des jeunes et des très jeunes du "Pérou profond" - en plus d'un nombre considérable de blessés.

La moitié des décès ont eu lieu à Andahuaylas, une région andine reculée.

Le général Victor Zañabrita a annoncé qu'"en raison du niveau de violence des groupes de manifestants", la police augmentera le niveau de réponse en recourant à l'utilisation de balles en caoutchouc. Un choix qui augmentera le niveau du conflit et éloignera les chances déjà minces d'une solution politique de ce qui semble être à toutes fins utiles le début d'une insurrection de masse.

Selon des sources policières, les barrages routiers qui caractérisent les mobilisations populaires paralysent les artères de circulation dans 13 des 24 régions du pays.

Et mardi dernier, un autre aéroport a été bloqué, le troisième en moins d'une semaine, l'aéroport international de Cusco.

Pedro, depuis sa détention provisoire, appelle l'armée et la police à mettre fin à la répression contre les manifestants et attribue le massacre actuel au président "usurpateur", qui a accédé au pouvoir après son éviction par un coup d'État fomenté par la droite oligarchique et pro-occidentale.

L'ancien enseignant et militant syndical de l'une des régions les plus pauvres des Andes, qui a été élu président à l'été 2021 avec la formation progressiste Pérou Libre, a déclaré depuis sa détention : "Je ne renoncerai pas et n'abandonnerai pas la cause du peuple qui m'a amené ici". Dans une déclaration commune, les gouvernements progressistes du Mexique, de la Colombie, de la Bolivie et de l'Argentine ont exprimé leur profonde inquiétude concernant la détention de Castillo et ont appelé au respect de la volonté du peuple.

Passons en revue les événements convulsifs de la dernière semaine.

Mercredi dernier, le 7 décembre, le Congrès péruvien avait approuvé la motion de destitution du président Pedro Castillo pour cause d'"incapacité morale permanente", votée par une majorité écrasante de 101 députés, avec 10 abstentions et seulement 6 votes contre.

Une décision prise après que Castillo, quelques

heures avant de faire face à une autre motion visant à le démettre de ses fonctions, ait annoncé la dissolution temporaire du Parlement, la mise en place d'un "gouvernement d'exception" qui procéderait par décret et la promulgation d'un couvre-feu.

Un "gouvernement exceptionnel" qui était censé réorganiser le ministère public et le système judiciaire et mener le pays vers de nouvelles élections pour une Assemblée Constituante dans les neuf mois.

C'était la troisième fois au cours des 16 mois de présidence de Castillo que le Congreso, à la demande de la droite oligarchique qui a historiquement dirigé le pays, tentait une telle procédure : la première fois en décembre de l'année dernière, sans succès, la deuxième en mars de cette année, avec 55 voix en faveur.

Après son licenciement, Pedro a été détenu par la Policía Nacional à Lima et placé dans une sorte de détention préventive, pour l'empêcher, lui et sa famille, de demander l'asile au Mexique du président progressiste López Obrador. Une supposition confirmée plus tard par les autorités mexicaines elles-mêmes. La demande aurait été faite en raison d'une persécution judiciaire infondée de nature politique.

Le bureau du procureur général de l'État a déposé une plainte pénale contre Castillo auprès du bureau du procureur général pour les crimes présumés de "sédition, abus de pouvoir et perturbation grave de l'ordre public" ; d'au-

tres actions en justice sont déposées contre lui. L'action en justice comprend également l'ancien chef de cabinet ministériel Betssy Chávez et l'ancien ministre de la Défense Willy Huerta. La vice-présidente Dina Boluarte, qui s'était opposée à la décision d'établir un "gouvernement d'exception", a assumé le rôle de chef d'État en prêtant serment mercredi.

Le nouveau président, que Castillo a ensuite décrit comme un "usurpateur", a immédiatement appelé à une trêve politique pour établir un gouvernement d'"unité nationale" et racheter le pays de "la mauvaise gestion et de la corruption".

Boluarte, qui jeudi avait écarté la possibilité d'élections anticipées, déclarant qu'il voulait gouverner jusqu'en 2026, a rapidement dû changer d'avis lorsque des manifestations ont éclaté pour demander la fermeture du Congrès, la libération de Castillo et de nouvelles élections.

Lundi, Boluarte a déclaré qu'elle convoquerait des élections pour avril 2024, sans vraiment réussir à calmer les eaux, et a également déclaré qu'elle procéderait rapidement à des "réformes profondes du système politique", en présentant ses propres propositions plus tard dans la journée.

Vendredi déjà, il était prêt à envisager des élections anticipées, mais a déclaré qu'il était contre la promotion d'une assemblée pour modifier la Constitution ultra-libérale approuvée pendant la dictature d'Alberto Fujimori en 1993, dont la fille a été battue par Castillo aux élections prés-

identielles de 2021.

Les formes de lutte adoptées ici sont des barages routiers, des marches populaires et même l'occupation de l'aéroport d'Andahuaylas dans la région d'Apurímac - l'un des épicycles du véritable soulèvement - et de l'aéroport de la ville d'Arequipa.

Les organisations sociales de la région ont annoncé le début d'un "paro indéfini à partir de ce lundi 12 décembre" jusqu'à ce que les demandes des insurgés soient satisfaites.

Boluarte a déclaré l'état d'urgence pendant deux mois dans les zones où la population s'est soulevée.

Pendant ce temps, les actions de protestation se multiplient dans ce soulèvement général qui vise à atteindre la capitale depuis diverses régions du pays et qui marque la distance infranchissable entre la population et l'oligarchie pro-occidentale.

C'est un coup d'État, celui organisé par les groupes industriels, avec de nombreux membres de l'élite péruvienne et les dirigeants des partis d'opposition de droite, qui a eu une gestation d'un an et demi.

C'est en fait en juin 2021 qu'un enseignant rural, fils de paysans, a été élu président de l'un des États d'Amérique latine traditionnellement les plus proches du néolibéralisme du "grand frère" nord-américain et qui y succombe. À l'époque, l'ampleur du redressement a été bien accueillie par l'une des principales puissances économiques du Pérou, qui avait lancé un appel pour "jeter le communisme hors du pays", déstabilisant

le nouveau gouvernement par tous les moyens possibles.

Mais il est important de se rappeler que cette victoire électorale faisait partie de la puissante vague progressiste continentale qui, sous diverses formes et facettes, continue de transformer le visage de l'Amérique latine.

La Bolivie d'Arce et Morales, le Venezuela de Maduro, le Chili des soulèvements pour une Nouvelle Constituante, plus récemment la victoire historique du Pacto Histórico en Colombie et l'élection de Lula au Brésil, sont des événements qui changent objectivement le scénario international et donnent un nouveau souffle aux luttes progressistes de tout le continent.

Comme au Pérou, face à toutes ces expériences, les oligarchies et les secteurs de la société les plus étroitement liés aux États-Unis ne sont pas restés inactifs. Nous pourrions énumérer des dizaines de tentatives de déstabilisation, de préparatifs de coups d'État mous ou militaires, d'attaques économiques et de pressions diplomatiques qui inquiètent chaque gouvernement non aligné sur le géant du Nord.

Chaque élection malvenue, chaque mouvement non considéré comme légitime, est toujours suivi d'une attaque contre les intérêts des classes ouvrières.

D'après tous ces événements, il est clair que l'Amérique du Sud est un champ de bataille majeur du choc des classes mondiales, où s'affrontent des forces et des intérêts incompatibles et opposés.

Lors d'une campagne politique il y a quelques

années, nous avons désigné l'Amérique latine comme le maillon faible de l'impérialisme, et nous avons également déclaré que la signification générale du moment historique - qui est reflétée et inévitablement définie par chaque contexte individuel - ramenait au choix de terrain entre le socialisme ou la barbarie. Un choix qui est par nature brutal, sans nuance, et l'enfant de profondes ruptures historiques.

En ce sens, chaque leader de mouvement, chaque président progressiste, a le besoin - ainsi que le devoir - de rester fidèle au bloc social qui l'a poussé, pour ainsi dire, "d'en bas" au point de défier les oligarchies et les élites dirigeantes, parfois contre sa propre volonté.

Sur ce point, peut-être, Pedro n'a pas pu ou su relever le défi à fond : le départ de Peru Libre, les remaniements constants du gouvernement, les demandes d'aide de l'Organisation des États américains - l'un des chiens de garde traditionnels de l'impérialisme américain - ont probablement redonné confiance aux oligarchies du pays, au point de leur faire croire qu'elles peu-

vent procéder à la mise en accusation et à l'arrestation du président.

Les dures manifestations populaires et paysannes de ces jours-ci nous disent cependant que cette histoire n'est pas terminée. Au Pérou, l'affrontement entre des intérêts sociaux irréconciliables se poursuit, un affrontement qui prend de temps en temps des formes et des intensités différentes : il y a eu des élections, il y a eu la gestion du gouvernement, il y a eu un coup d'état, maintenant il y a les places et les prodromes d'une guerre civile à l'issue incertaine.

Un pueblo conscient sait que ceux qui ont peur de perdre leurs privilèges séculaires, et leurs marionnettistes nord-américains et européens, ne céderont pas s'ils ont le couteau sous la gorge.

**La liberté pour Pedro Castillo !
La fin de la répression !
Avec le peuple péruvien, contre les oligarchies servies par les USA !**



3 décembre, Rome : Marche nationale contre l'économie de guerre

Baisse les armes, augmente les salaires!

Sous cette bannière, le cortège, promu par Usb, Si Cobas et des dizaines d'autres syndicats anti-guerre et anti-salaires, est parti de la Piazza della Repubblica pour arriver à San Giovanni. Les participants, selon des sources de la Questura de Rome, étaient environ 6 000.

Les manifestants, qui se déplacent sous le cri 'Meloni gouvernement des patrons', sont des travailleurs, des chômeurs, mais aussi des étudiants. Des drapeaux et des bannières pour le revenu de citoyenneté et le Naspi, contre la guerre et contre le gouvernement.

Parmi les banderoles du cortège qui a parcouru les rues de Rome contre la guerre et le coût de la vie, il y a aussi une banderole dédiée à l'anarchiste Alfredo Cospito dans le 41bis. 'Fuori Alfredo dal 41bis' l'écriture en lettres blanches sur une bannière noire.

'Unione Popolare a rejoint le cortège des syndicats de base à Rome contre les politiques du gouvernement Meloni et les pouvoirs néolibéraux', a déclaré le porte-parole Luigi de Magistris, qui a participé au cortège.

Contre la guerre, pour la justice économique, environnementale et sociale, contre la marchandisation des personnes et les privatisations sauvages. Pour les droits constitutionnels trahis, pour la santé publique et l'éducation publique, contre la précarité et l'externalisation, pour les investissements publics et les politiques actives

pour le travail public et privé. Contre la manœuvre économique du gouvernement qui frappe les pauvres et la classe moyenne et ne soutient même pas l'entreprise qui produit et crée des emplois", commente l'ancien maire de Naples. "Ensemble pour construire l'opposition sociale et l'alternative gouvernementale, contre le système et pour la mise en œuvre de la Constitution antifasciste", conclut de Magistris.

"C'est une manifestation, en particulier, des travailleurs, des ouvriers à la logistique, de Pa à l'école, à la santé, aux transports aux services, mais des réalités et des collectifs politiques se sont également joints à la manifestation.

La manœuvre ne donne aucune perspective de développement au pays et ne répond pas au problème de la cherté de la vie, la dynamique salariale reste inchangée, le Naspi est contenu et réduit et le revenu de citoyenneté est coupé, les bons d'achat sont réintroduits, une forme exagérée de précarité. Il y a une volonté diabolique de frapper le parti le plus faible", a déclaré Guido Lutrario de l'exécutif de l'Usb.

Lors du cortège, les travailleurs, les ouvriers, les collectifs : "Notre pays est en guerre par l'envoi continu d'armes à l'Ukraine, dans un contexte de crise économique, nous continuons à décharger les coûts sociaux sur les travailleurs et la classe prolétarienne. Pendant que les dépenses militaires augmentent, les salaires sont affamés. Nous avons déjà protesté contre le gouvernement Draghi et contre les gouvernements précédents, y compris les gouvernements de centre-gau-

che. Ce gouvernement ne fait que poursuivre et marquer la politique économique des gouvernements précédents. Certes, la nôtre est une manifestation contre le gouvernement Meloni, mais elle n'a rien à voir ni avec la CGIL, la CISL et l'UIL, ni avec la fausse gauche qui a trahi les travailleurs et qui voudrait aujourd'hui retrouver sa virginité politique", a déclaré Eduardo Sorge, syndicaliste de SiCobas.

"Gouvernement Meloni, gouvernement des patrons" et "Nous défendrons l'emploi avec la

lutte", tels étaient les slogans scandés lors du cortège qui a atteint San Giovanni. "Le revenu de citoyenneté a créé des problèmes pour les patrons, car certaines personnes refusent d'aller travailler pour des salaires de misère", le message lancé par les Cobas qui ont ouvert le cortège escorté par des camions de police.

"Meloni est comme Draghi du point de vue économique, pour l'adhésion aux politiques, européen, pour l'hyperatlantisme et l'adhésion aveugle à l'OTAN. Nous sommes ici pour dire



Patrizia Cortellessa photo

que nous ne sommes pas d'accord avec tout cela", a expliqué Paolo Leonardi, de l'USB national, présent à la Piazza San Giovanni. Le revenu de citoyenneté ne doit pas être supprimé, mais il doit être mis en œuvre et devenir un outil utile pour les citoyens et les travailleurs. Il doit être accompagné du revenu social minimum : 10 euros minimum, a-t-il expliqué. Un sujet brûlant est aussi la lutte contre la précarité, toujours en haut de la liste d'Usb. "On pourrait faire beaucoup avec les fonds qui sont utilisés aujourd'hui pour envoyer des armes".

"En quelques semaines", dénonce une note de l'USB, "la Première ministre Meloni et ses alliés ont confirmé leur nature réactionnaire et anti-populaire, en rejetant l'introduction d'un salaire minimum, en démantelant le revenu de citoyenneté, en attaquant les droits démocratiques et l'agilité, en criminalisant les immigrants et en exacerbant la répression des conflits sociaux et syndicaux".

Entre-temps, USB proteste contre l'absurde interdiction permanente de manifester sur la Piazza del Parlamento de Rome, contre laquelle les avocats d'USB ont déposé un appel urgent auprès du Tar du Lazio.

Ce dernier fait très grave a fait l'objet d'une conférence de presse devant la préfecture ce matin. " L'interdiction de la Questura ", a expliqué l'avocate Maria Rosaria Damizia, " a été imposée sur la base d'une directive de la préfecture qui, le 14 avril, à la fin de l'état d'urgence pour la pandémie, a étendu l'interdiction aux manifestations dans certains lieux sur la base d'urgences non déclarées comme la guerre russo-ukrainienne et la crise économique ". Tout cela viole l'article 17 de la Constitution, qui empêche une

interdiction générale du droit de manifester. Le Tar (tribunal administratif régional) a rejeté la demande de suspension car la Questura di Roma a proposé un autre lieu pour la manifestation, à savoir la Piazza Santi Apostoli. Ignorant toutefois que tous les lieux ne sont pas égaux'.

'Une décision grave', a ajouté l'avocat Vincenzo Peticaro, 'car elle empêche les citoyens de choisir le lieu de leur manifestation, comme en témoigne l'article 17'. " Nous avons obtenu un résultat ", a conclu l'avocat Carlo Guglielmi. " La circulaire préfectorale privant les citoyens d'un droit constitutionnel a été désacralisée, avec un effet paradoxal : nous sommes en démocratie et nous pouvons manifester contre la guerre, mais puisqu'il y a une guerre, nous ne pouvons pas manifester ".

Le jeu devant le TAR n'est pas terminé. L'appel des avocats d'USB sera traité sur le fond le 20 décembre. En attendant, a conclu Paola Palmieri, du conseil national de l'USB, nous lancerons une campagne pour mettre en évidence la violation continue des droits constitutionnels des citoyens.

Personne ne nous repres représente, construisons l'alternative!

Nous sommes des jeunes, des étudiants et des travailleurs précaires qui sont descendus dans la rue le 3 décembre à Rome en réponse à l'appel du syndicalisme conflictuel après la grève générale du 2 décembre. Nous sommes les organisations de jeunes et d'étudiants communistes qui animent les luttes dans les écoles, les universités et dans les rues de nos villes.

Nous avons ressenti le besoin de promouvoir un moment de confrontation nationale pour affirmer un concept clair : Personne au sein de ce parlement, que ce soit les partis majoritaires ou minoritaires, ne représente notre colère et nos aspirations au changement, nous construisons l'alternative dans les luttes !

Près de trois mois après les élections générales du 25 septembre, la nouvelle configuration politico-institutionnelle est clairement apparue. D'un côté, le gouvernement de droite, dirigé par Meloni et dirigé par le FdI, qui a déjà donné un avant-goût de ce que seront les outils et les politiques de gestion de crise qui nous attendent dans les années à venir. D'autre part, l'opposition de façade du PD et de 5 Étoiles, substantiellement alignée sur la majorité sur toutes les questions fondamentales, à commencer par leur loyauté sans faille au bloc euro-atlantique, une hypothèque mortelle sur toute perspective de rédemption et d'alternative pour les jeunes, les travailleurs et les classes populaires.

Le niveau extrêmement élevé d'abstentionnisme dans les urnes, qui a atteint 36% et qui est le résultat de trente ans de politiques néolibérales

et antipopulaires menées transversalement par des gouvernements de toutes les couleurs, a produit un parlement qui, dans son ensemble, représente la parfaite continuité de l'agenda Draghi. C'est-à-dire que l'agenda européen de 30 ans a décliné dans la phase actuelle, fait sien à ce tournant par la droite et par Fratelli d'Italia, vainqueur des élections et actionnaire majoritaire du gouvernement.

Le revers de la médaille de l'abstentionnisme a en effet été le succès du seul parti de la précédente législature qui s'est maintenu - seulement formellement - dans l'opposition à l'entourage soutenant Draghi et s'est fait passer jusqu'à hier pour une proposition anti-establishment, capitalisant sur le mécontentement social de ces dernières années intercepté par la Lega de Salvini et surtout par le Mouvement 5 étoiles avant de brûler toute crédibilité aux procès du gouvernement.

Mais déjà dans la dernière ligne droite, Meloni avait jeté le masque sur sa vocation anti-système, rassurant à chaque siège et à chaque niveau tous les sujets que si l'Italie avait dévié le moins du monde des rails préétablis par Bruxelles et Washington, ils avaient "les outils pour intervenir" - comme Von der Leyen l'avait prévenu - donc l'Union européenne, l'OTAN, les grands groupes financiers et tous ces organismes supranationaux qui lient les politiques du pays, avec la bénédiction de Mattarella et de toute la classe politique italienne siégeant au parlement. Dans un scénario de crise sans précédent pour le capitalisme occidental, en pleine économie

de guerre, au milieu de l'inflation, du coût de la vie et des attaques contre les salaires, les revenus et les droits du travail - dans un scénario où une crise systémique de ce modèle a été révélée et est entièrement déchargée vers le bas - nous nous retrouvons à gérer cette crise avec l'expression la plus réactionnaire et rétrograde de nos classes dirigeantes, sans aucune inhibition dans l'utilisation de tout instrument pour réprimer la dissidence et assurer la pacification sociale, et pour cette raison acceptée et pleinement intégrée dans l'établissement, en sachant que dans les mois à venir, il y aura toutes les conditions potentielles pour une résurgence du conflit social dans notre pays aussi.

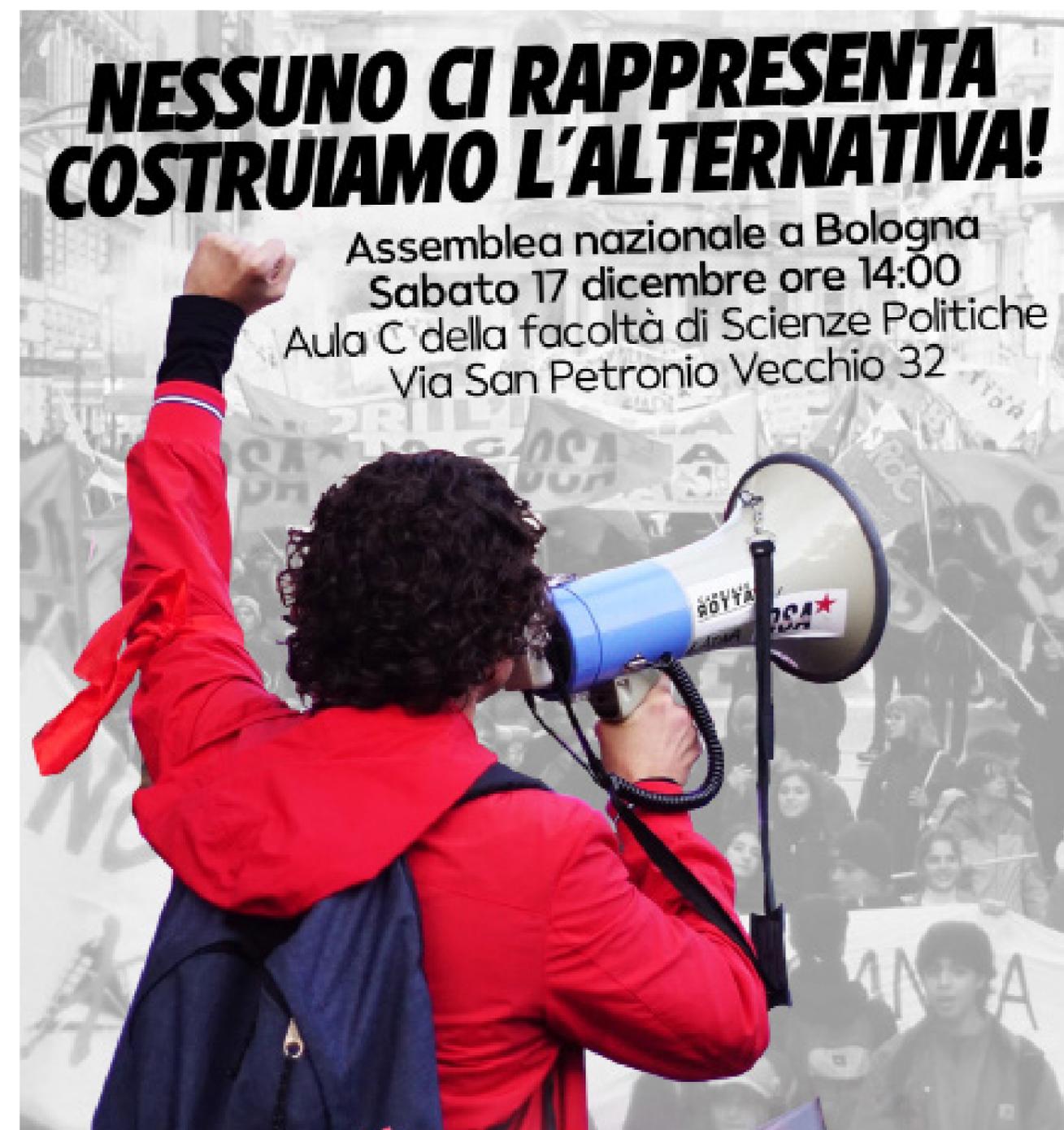
Avec ce gouvernement - regardons la question des migrants - la gestion de la crise par l'intensification de la lutte des classes par le haut s'accompagnera également d'une barbarisation supplémentaire déjà produite par l'Occident

dans son ensemble - où, pour ne donner qu'un exemple, le droit à l'avortement reste en fait à gagner - redonnant de l'espace à la fausse opposition de la gauche, PD et autres, sur les questions de "droits civils", brandis ostensiblement, et seulement en paroles, à la tête des batailles progressistes pour dissimuler les pires politiques antipopulaires qu'ils ont menées ces trente dernières années aussi bien et plus que la droite, favorisant leur effacement total et préparant le terrain pour que le mécontentement et l'intolérance sociale puissent proliférer.

C'est en partant de l'indication sans ambiguïté de ceux qui sont nos ennemis de classe que nous sommes appelés à construire la véritable opposition à ce gouvernement, une opposition tous azimuts à poursuivre et à renforcer dans les écoles, les universités, les quartiers et les lieux de travail, à faire descendre dans la rue dans une perspective de rupture radicale avec le mo-

dèle raté représenté aujourd'hui en Italie par le gouvernement Meloni. C'est sur ce terrain - le même terrain où même au niveau de la représentation politique, avec courage et cohérence, des hypothèses de rupture réelle avec l'establishment se mesurent et se développent - que nous pouvons raviver le conflit social et indiquer une perspective qui est " en dehors et contre " l'impasse euro-atlantique.

Nous sommes convaincus que nous ne sommes pas les seuls à croire à l'urgence pour les jeunes générations de rassembler les différentes luttes qui traversent le pays du nord au sud, l'assemblée nationale du 17 décembre à Bologne veut être un premier moment de confrontation et de relance vers une nouvelle année de lutte, d'organisation et de projet pour une alternative à la misère du présent.



Rete dei Comunisti

www.retedeicomunisti.net

[facebook/retedeicomunisti](https://facebook.com/retedeicomunisti)

Contropiano

contropiano.org

[facebook/contropiano](https://facebook.com/contropiano)

[instagram/contropiano_org](https://instagram.com/contropiano_org)

Cambiare Rotta

cambiare-rotta.org

[facebook/cambiarerotta.org](https://facebook.com/cambiarerotta.org)

[instagram/cambiarerotta](https://instagram.com/cambiarerotta)

OSA

osa.claims

[facebook/opposizionestudentescaalternativa](https://facebook.com/opposizionestudentescaalternativa)

[instagram/osa.nazionale](https://instagram.com/osa.nazionale)

Contacts



Rete dei Comunisti

WWW.RETEDEICOMUNISTI.NET